

# Procédure de traitement des demandes de raccordement des installations de stockage au réseau public de transport d'électricité dans les zones à gabarit

Date de la contribution : 22/12/2025

**Question 1 :** Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle il n'est pas souhaitable qu'un nombre restreint d'acteurs puisse réserver l'ensemble de la capacité disponible dans les zones à gabarit ?

Oui

Commentaire :

Dans une perspective de marché mature et résilient, concentrer la capacité de raccordement sur un nombre limité d'acteurs crée un risque systémique. D'une part, cela peut générer une inefficience économique des projets réservés mais non réalisés immobilisant artificiellement de la capacité réseau et, d'autre part, cela nuit à la diversité industrielle, pourtant essentielle à la robustesse de nos filières EnR.

Il faut également éviter les comportements spéculatifs, où des acteurs réservent massivement des capacités sans garantie d'exécution. Pour nous, développeurs de projets sérieux, cela crée une distorsion concurrentielle et un ralentissement du déploiement effectif du stockage au service du réseau.

**Question 2 :** Êtes-vous favorable au processus envisagé par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

Mais à condition qu'il soit simple, transparent et prévisible.

La CRE a raison de vouloir instaurer des règles spécifiques pour les zones à forte tension sur la capacité de raccordement. Cependant, il faut veiller à ce que le processus reste lisible pour les développeurs et n'ajoute pas de complexité administrative excessive.

Il faudra également garantir que RTE publie des informations homogènes, suffisamment à l'avance, et que la séquence de traitement soit encadrée par un calendrier clair pour permettre aux opérateurs (entre autres, aux développeurs et producteurs que nous sommes) de mobiliser rapidement les ressources internes (équipes techniques, juridiques et financières).

**Question 3 :** Êtes-vous favorable à ce qu'un même demandeur ne reçoive pas de PTF en premier sur plus de 20 % (arrondi à l'entier supérieur) des postes en concurrence sur l'ensemble des postes éligibles à une ORO à gabarit faisant l'objet d'une même publication par RTE ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Le principe est compréhensible, mais le seuil fixe de 20% me semble trop rigide.

Il serait plus équilibré d'introduire un plafond modulable en fonction du nombre total de postes ouverts et du profil de chaque demandeur (par exemple, un critère ajusté selon la typologie : acteurs purement stockage, hybrides ENR + stockage, agrégateurs, etc.).

Un grand acteur industriel peut avoir la capacité financière et opérationnelle de sécuriser plusieurs postes sources simultanément sans pour autant bloquer le marché. À l'inverse, un seuil trop bas risquerait de fragmenter artificiellement les projets et de réduire la cohérence territoriale des investissements.

Nous recommanderions donc une règle de proportionnalité plutôt qu'un seuil fixe.

**Question 4 :** Considérez-vous qu'il serait préférable de limiter la puissance de raccordement pour laquelle un opérateur pourrait recevoir une PTF en premier plutôt que le nombre de PTF ?

Oui

Commentaire :

Cela nous semble plus pertinent.

Car nous croyons nous aussi qu'il vaut mieux éviter la concentration excessive de capacité utile, et non pas nécessairement de projets. En limitant la puissance cumulée attribuable à un opérateur, on gardera ainsi une logique d'équité énergétique plutôt que purement administrative.

D'ailleurs, cette approche est plus cohérente encore avec les usages de stockage, qui varient fortement selon la taille et la configuration du site. Elle laisse la possibilité à certains acteurs de mener plusieurs petits projets répartis géographiquement, tout en évitant la captation de la majorité de la capacité par quelques très gros projets.

**Question 5 :** Êtes-vous favorable au délai d'une demi-journée entre les envois de PTF concurrentes ?

Défavorable

**Commentaire :**

Une demi-journée est un pas dans la bonne direction, mais probablement insuffisant du point de vue opérationnel. Les PTF mobilisent des engagements financiers et techniques conséquents. Il serait plus judicieux d'avoir un délai d'au moins une journée ouvrée pour assurer une bonne coordination en interne, notamment pour les validations financières, juridiques et d'ingénierie.

Un séquençement trop rapproché risque d'avantager les opérateurs ayant des équipes très nombreuses et centralisées, au détriment des acteurs de taille intermédiaire sérieusement engagés.

**Question 6 :** Avez-vous une autre proposition concernant les modalités du séquençement de l'envoi des PTF dans les zones à gabarit ?

Oui : Un séquençement par vagues mais avec priorisation dynamique

**Principe général :**

Mettre en place un envoi des PTF par vagues successives, fondé sur une combinaison de critères techniques et de maturité des projets, plutôt que sur un ordre strictement chronologique.

**Modalités proposées :**

1. Constitution de vagues de projets

- o Les demandes sont regroupées par vagues périodiques (mensuelles ou bimestrielles).
- o Chaque vague correspond à un volume cible de PTF compatible avec la capacité de traitement et les contraintes du gabarit de la zone.

2. Critères de priorisation au sein de chaque vague

- o Maturité administrative du dossier (complétude, autorisations clés).
- o Faisabilité technique avérée au regard du gabarit disponible.
- o Impact sur l'optimisation des ouvrages (mutualisation possible, limitation des renforcements).
- o Date de dépôt, utilisée comme critère secondaire.

3. Traitement simultané des projets d'une même vague

- o Instruction technique groupée pour garantir la cohérence globale sur la zone.
- o Envoi des PTF de la vague sur une même période, assurant l'équité entre porteurs de projets.

4. Mécanisme d'ajustement

- o Possibilité de réévaluer la composition des vagues en fonction :
  - § de l'évolution du gabarit,
  - § de retraits ou abandons de projets,
  - § de nouvelles contraintes réseau identifiées.

**Avantages de cette approche :**

- Meilleure visibilité pour les porteurs de projets.
- Réduction des effets de blocage liés à des projets peu matures.
- Optimisation technique globale sur les zones à gabarit contraint.
- Souplesse d'adaptation sans remise en cause complète du processus.

**Question 7 :** Avez-vous des remarques complémentaires ?

Oui, plusieurs points méritent attention :

- Simplification et prévisibilité : la procédure doit rester stable sur plusieurs publications pour permettre aux développeurs de bâtir des stratégies à moyen terme.
- Transparence sur les gabarits : RTE doit documenter clairement les règles de modulation et les plages d'interdiction d'injection, car elles conditionnent directement la bancabilité des projets.
- Coordination territoriale : il serait pertinent d'impliquer davantage les autorités régionales dans la planification des zones à gabarit, afin de corrélérer développement du stockage et de projets ENR locales.
- Innovation et flexibilité : il faudrait encourager les projets de stockage multi fonction (services système + hybridation + arbitrage), qui valorisent mieux les gabarits.

En somme, la démarche de la CRE est bienvenue et nécessaire, mais elle doit éviter un excès de mécanisation du processus de sélection. Le développement du stockage, par exemple, nécessite des signaux clairs, stables et proportionnés à la maturité du marché.